

Prenons par exemple l'Afrique. Le Canada jouit sur ce continent d'une estime particulière. Les Canadiens sont réputés pour leurs efforts afin de soulager la famine, leur aide en vue d'alléger le fardeau de la dette et de promouvoir le développement économique. Le Canada a été le seul pays occidental invité à participer à la Conférence des Nations Unies sur le redressement économique de l'Afrique, qui s'est tenue récemment au Nigéria. L'an dernier, le Canada a joué un rôle de premier plan à la Session extraordinaire des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique. L'ambassadeur Lewis est le conseiller spécial du Secrétaire général en ce qui concerne cette question précise. Je suis extrêmement fière de voir que notre premier ministre est le seul chef de gouvernement de sept pays du Sommet à visiter en Afrique australe depuis l'indépendance du Zimbabwe. Il s'agissait d'une démonstration nette de notre solidarité envers les pays de la ligne de front en butte aux menées déstabilisatrices de l'Afrique du sud.

Entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, entre les pays développés et en développement, de la Francophonie au Commonwealth, des États-Unis au GATT et aux négociations commerciales multilatérales, nous jouons partout un rôle de rapprochement. Peu de pays peuvent se targuer d'avoir autant d'influence. Peu de pays sont assez désintéressés pour permettre aux autres d'en profiter autant.

Vous ne serez donc pas surpris si je passe maintenant à la question de l'aide publique au développement qui est, sur le plan opérationnel, l'une des expressions les plus fondamentales de cette influence sur le terrain.

Vous vous souvenez certainement que l'un des engagements que nous avons pris durant notre campagne en 1984 était de passer en revue l'ensemble des programmes d'aide publique au développement, dans le cadre de l'examen général de la politique étrangère. La déclaration de principe que le gouvernement a déposée la semaine dernière représente l'aboutissement d'un long processus de consultation.

En fait, trois étapes ont marqué l'étude de cette question: le rapport Simard-Hockin en décembre 1986, le rapport du Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères intitulé "Le Canada, les institutions financières internationales et le problème de l'endettement du Tiers monde" en avril 1987, et enfin le rapport du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur